

Développement régional, dynamiques sociales et territoriales

Associer les Maisons familiales rurales à la diffusion des techniques (Amazonie brésilienne)

Philippe Sablayrolles¹
Alphonse Flohic²
Serginando Reis³

¹ Travessa Luis Barbosa,
Conjunto Belmira Casa 16,
Laguinho
Santarém Pa
CEP 68.040-420
Brésil
<philippe@netsan.com.br>
<sablayrolles@gret.org>

² Rua Avertano Rocha, 401
Cidade Velha,
66023-120 Belém do Pará
Brésil
<flohic@amazon.com.br>

³ Laboratorio agro-ecológico
da Transamazônica (Laet)
CP133 Altamira Pa
CEP 68371-040
Brésil
<laet@amazoncoop.com.br>

Résumé

Dans ce programme d'adaptation et de diffusion de techniques, trois acteurs principaux sont associés aux paysans-expérimentateurs : les Maisons familiales rurales (MFR), associations paysannes ; l'organisation non gouvernementale (ONG) d'appui Laboratoire agroécologique de la Transamazonienne (Laet) ; la recherche agronomique (Empresa brasileira de pesquisa agropecuária, Embrapa). Des outils légers sont privilégiés pour le suivi d'exploitation, l'évolution du réseau de paysans, les méthodes d'appui à la diffusion de techniques. Cette approche permet une élaboration commune paysans/agents de l'appui concernant les thèmes prioritaires d'innovation, le choix des pratiques à tester ou à diffuser et leur adaptation. On examine quelques résultats de cette diffusion, de façon à illustrer le potentiel que représente un tel montage.

Mots clés : économie et développement rural ; méthodes et outils.

Abstract

Associating Casas Familiares Rurais with extension activities (Brazilian Amazon)

This paper presents a specific method for agricultural extension work, that is, for the adoption and dissemination of agricultural techniques, in the Brazilian Amazon frontier regions. The deficiency in technical references and the weakness of extension practice from the public institutions in these regions led to the development of this extension program with local farmers' organisations. The Laboratório Agro-Ecológico da Transamazônica (Laet), associated with a public research institution (Embrapa Amazônia Oriental) and a public university (Universidade Federal do Pará, UFPA), bases its action on a permanent partnership with a network of individual farmers and with local rural schools (Casas Familiares Rurais, CFR) interested in local sustainable development. Laet's extension activities are organised in four levels of intervention, each intensified through the CFR partnerships. The first level, from the historical and functional point of view, is relationships with individual farmers, established through experiments with technical alternatives and management advising. The second is the administration of a network of "farmer-researchers" to increase the social and technical representativeness of the program. The third involves the dissemination of techniques in partnership with the farmers, the farmer-research network and farmers' organisations. The fourth is a partnership with local and regional institutions for dissemination of agricultural methods: the university, local extension institutions, and activities in other regions. Relatively simple and unobtrusive tools for monitoring are preferred. The farm families record management and experiments; evaluation and advice are based directly on those records, without further data formalisation. This approach allows a permanent discussion between farmers, farmers' organisation, CFRs, and Laet about priorities in the innovations for experimentation, adaptation and dissemination.

Key words: economy and rural development; tools and methods.

L'approche

Ceux dont la pratique est de promouvoir le développement des paysanneries connaissent bien l'expectative qui s'installe avant les réunions techniques avec les paysans : pour démarrer, l'action commune doit rompre une barrière, établir un espace de compréhension des enjeux partagés. Il ne s'agit pas seulement d'écoute et de respect mutuel : il faut clarifier les problèmes à traiter ; les objectifs, les moyens et les compétences de chacun doivent être identifiés, les actions proposées réalistes.

L'approche systémique a rendu de réels services en permettant d'identifier les contraintes auxquelles sont soumises les paysanneries pauvres, et d'analyser leurs logiques de décision. Des diagnostics préliminaires amples devaient être à la mesure de la complexité de cette réalité ; mais on s'est vite aperçu qu'un tel recours à la recherche aboutissait à une impasse opérationnelle, le temps du diagnostic se montrant incompatible avec le rythme de l'action.

Les méthodes participatives, associant les paysans dès les phases initiales de l'action, mobilisent leur connaissance du milieu, et visent plus l'obtention d'un consensus suffisant entre acteurs pour démarrer les actions que l'excellence illusoire des diagnostics. Le corollaire est d'instaurer une pratique régulière d'évaluation conjointe devant corriger l'intervention en fonction de la connaissance croissante du milieu et des effets de l'action choisie. Ce processus est grandement facilité par l'implication d'organisations paysannes.

Les risques de ces méthodes sont en partie liés à la faiblesse de l'analyse sociale du milieu de l'intervention, qui conduit au renforcement de groupes déjà dominants sans en mesurer les effets, mais aussi au recours trop exclusif aux savoirs paysans locaux, souvent limités quand il s'agit de promouvoir le changement technique [1]. Ainsi, une connaissance préliminaire des catégories d'agriculteurs, de leurs organisations et des autres acteurs ruraux reste nécessaire pour les agents d'intervention. La négociation d'accords institutionnels avec les organismes de recherche et de formation doit dominer les phases initiales de l'intervention [2].

Le Laboratoire agroécologique de la Transamazonienne (Laet), avec l'appui du Groupe de recherche et d'échanges technologiques (Gret), a mis au point depuis 1997 une méthode originale de diffusion de techniques dans le contexte des fronts pionniers amazoniens marqué par la faiblesse des organismes techniques publics. Le Laet a été fondé en 1994 ; les résultats obtenus dans le domaine des techniques agricoles et forestières ont été publiés dans un recueil paru en 2003 [3]. Une équipe réduite anime la réflexion de groupes de paysans sur la base d'expérimentations agricoles, d'agroforesterie et de sylviculture durables, et à partir de là, renforce l'action des Maisons familiales rurales (MFR). Cette approche sert de référence pour l'appui à la paysannerie d'un autre front pionnier amazonien, le Haut Xingu (sud de l'État de Pará).

Contexte et partenariats

La région Transamazonienne autour d'Altamira est une zone de front pionnier actif, caractérisé par l'extraction minière des bois précieux et l'existence récurrente de conflits pour la terre. Si la petite agriculture familiale domine la répartition foncière, la tendance actuelle est de voir se développer l'élevage extensif, l'exode et la concentration des terres, qui renvoie les petits colons occuper de nouvelles terres sous forêt primaire. Les rythmes de défrichement sont accélérés, sans grands bénéfices pour la collectivité nationale.

Le partenariat du Gret et du Laet vise la stabilisation de cette paysannerie. Depuis 2001, ce partenariat est financé par la Mission pour la coopération non gouvernementale (MCNG) du ministère des Affaires étrangères français (MAE) et le Comité français de solidarité internationale (CFSI). La diffusion de pratiques alternatives au défrichement et à l'élevage extensif doit rendre plus intéressante pour les paysans l'accumulation sur place, plutôt que les aléas et les difficiles conditions de vie d'une nouvelle installation pionnière.

Ces pratiques alternatives existent déjà chez quelques exploitants, ou sont proposées par la recherche. Il s'agit d'abord du développement de l'arboriculture, en systèmes agroforestiers ou en monoculture (bananes, café, poivre, cacao, etc.).

Le poivre est particulièrement intéressant car il constitue une des seules alternatives rentables à l'élevage dans les zones de sols acides qui dominent dans la région. Il s'agit aussi de l'intensification de l'élevage lui-même, vers la production laitière, l'amélioration des pâturages et des races. Il s'agit enfin de mieux valoriser les produits forestiers, en premier lieu le bois, qui peut fournir un revenu durable pour peu que les forêts exploitées soient gérées.

Les dix dernières années ont été marquées par la capacité croissante des organisations paysannes de la Transamazonienne à négocier des politiques et à mener des projets au niveau régional. Le Laet privilégie donc l'adaptation des techniques agricoles et sylviculturales, notamment en appui aux Maisons familiales rurales (MFR).

Les MFR, d'inspiration française, forment de jeunes agriculteurs et animent les communautés paysannes, à partir du suivi du projet technique de chaque jeune. Associations de familles paysannes, elles se préoccupent de la consolidation locale de la paysannerie et de ses enjeux. Les quatre MFR de la Transamazonienne font partie de l'association régionale des MFR (Arcafar), qui négocie les appuis publics. Le Laet est une équipe interinstitutionnelle : aux professionnels financés par la coopération française, s'adjoignent dès le départ des professeurs du Centre agraire de l'université fédérale du Pará (Neaf-UFPa) et des représentants de la recherche agronomique (Embrapa). Ces deux institutions assurent l'essentiel du financement du Laet depuis la fin des années 1990. Les personnels propres, financés sur projets spécifiques, sont importants, car ils sont les seuls à avoir la disponibilité totale nécessaire à la conduction des relations avec les paysans. Ce montage original permet au Laet de développer une fonction d'interface entre recherche, formation supérieure et développement.

Méthodes

Elles s'organisent en quatre niveaux d'intervention, qui acquièrent au fur et à mesure une cohérence d'ensemble. C'est le dispositif dans sa maturité que nous décrivons ici.

Suivi d'exploitation

C'est au niveau des exploitations que se réalise l'adaptation des pratiques, et ce

sont les exploitants qui l'ont réalisée qui sont les mieux placés pour en parler. Le dialogue qui s'instaure avec eux conditionne donc en premier chef l'ensemble des activités.

Le fait d'arriver chez un paysan et d'engager un dialogue sur des pratiques innovantes est le fruit d'une série de rencontres antérieures où son intérêt s'est manifesté. La famille en question a été indiquée par d'autres, ou s'est proposée elle-même, dans une occasion où ont été clairement exposés les buts, les acteurs et les bénéficiaires du travail en cours. Ce peut être un jeune de MFR qui souhaite recevoir un appui spécifique sur un projet personnel ; ce sont des leaders locaux ou des paysans déjà engagés dans l'expérimentation qui indiquent des personnes qui pourraient s'intéresser au thème.

Les premières visites sont conduites par les techniciens. C'est la connaissance de la famille qui sert de base au dialogue : son histoire et ses projets, son insertion locale et les relations de dépendance personnelle en jeu, la place de l'agriculture dans ses stratégies, les décisions de gestion (passées et en cours), le système de production. En front pionnier, les décisions de gestion passée se déduisent relativement facilement de l'histoire des défrichements ; l'histoire des parcelles est ainsi particulièrement éclairante. La discussion naît lors de l'observation conjointe du parcellaire et des troupeaux. L'agriculteur perçoit ainsi la manière de raisonner des techniciens et les problèmes qui les préoccupent. Dans le cas où un problème technique ou de gestion apparaît, les techniciens font une proposition de travail conjoint.

Celle-ci doit correspondre aux intérêts des membres de la famille qui s'y associeront. La famille paysanne ne se réduit pas au schéma pyramidal dominé par le chef d'exploitation : la femme participe de plain-pied aux travaux et aux décisions de gestion ; les fils et les filles sont plus ou moins avancés dans leur processus d'autonomisation par rapport aux parents, et développent une stratégie propre. Ce n'est d'ailleurs qu'aux visites suivantes que l'on perçoit l'intérêt réel de la famille : ses membres ont eu le temps de réfléchir et de discuter entre eux, ainsi qu'avec leurs voisins.

La proposition technique dépend des compétences acquises par les techniciens. Elle peut consister en un simple suivi de gestion, sur la base d'un cahier d'enregistrement du travail, des stocks et de la trésorerie (« cahier de gestion » [3]) ;

la formation à une pratique (tailles d'arbres, gestion des pâturages, etc.) ; l'introduction d'une culture déjà existante dans la région ou proposée par la recherche (poivre, cacao, essences forestières). Le Laet adapte ainsi avec les agriculteurs l'itinéraire intensif de poivre mis au point par l'Embrapa : les paysans doivent se former à la fois au contrôle phytosanitaire, à la fertilisation organique, à la conduite de légumineuses de couverture intercalaire, et à la production de plants par bouturage.

Le choix des différents paramètres de mise en œuvre résulte de décisions conjointes. Par exemple, lors d'une implantation de poivre, le paysan a choisi la parcelle, en fonction du type de friche à préparer, du sol, de la distance à l'habitation ; les plants de poivre ont été donnés par le Laet, pour avoir la garantie de leur bon état phytosanitaire ; les semences de légumineuses et les plants de tuteurs vivants ont été fournis par l'Embrapa. Des frais marginaux sont financés par les techniciens, et la totalité du travail (et des éventuels revenus) est le fait du paysan.

Le suivi, bimensuel, est calé sur les techniques les plus délicates et nouvelles pour l'agriculteur. Il comprend toujours l'actualisation de l'information sur la famille, à partir du « cahier de gestion » pour ceux qui le tiennent. Sans cela, il est difficile de juger des réalisations, et donc de l'intérêt réel des paysans. Car l'expérimentation ne se conforme jamais strictement à un protocole initial : les paysans prennent toujours des décisions qui obligent à une réorientation régulière de l'expérimentation. À l'extrême, le suivi peut être interrompu, soit par la constatation du désintérêt des paysans, soit par l'absence de consensus sur la suite à donner.

On ne peut donc s'en remettre à quelques suivis d'exploitations : chaque exploitation est trop spécifique, et une part des expérimentations n'aboutit pas, au moins dans le sens souhaité par les techniciens. Il faut constituer un réseau d'exploitations suivies, dont l'évolution d'ensemble doit suivre quelques principes.

Gestion du réseau de paysans-expérimentateurs

L'implication des paysans est le fruit de leur intérêt propre, des choix des organisations paysannes et des techniciens. La raison peut être politique (des communautés à appuyer en priorité), ou plutôt « technique » : certains jeunes des CFR,

trop isolés, doivent recevoir un appui dans leurs communautés ; on peut souhaiter se rapprocher de producteurs de cacao, d'éleveurs laitiers pour socialiser leurs pratiques ; on cherche à organiser des groupes de commercialisation ; on cherche une meilleure représentativité des exploitants, sociale et géographique ; on doit satisfaire les demandes paysannes visant un thème technique précis. Inversement, cette demande peut correspondre à un intérêt nettement « politique » : établir une relation avec une entité techniquement légitime ou nouant des alliances intéressantes. La pratique politique n'est pas l'apanage des organisations, bien sûr.

Pour les techniciens, le problème principal est de ne pas se laisser enfermer dans les clivages locaux de la société paysanne : sur le front pionnier, les exploitants s'associent par famille élargie, par groupe religieux [4]. Parmi les familles éventuellement intéressées, on prend soin de choisir les membres des différentes « factions » locales.

L'équipe de techniciens gère aussi l'évolution de son propre référentiel technique, nourri par l'analyse des problématiques de gestion d'exploitation, la diversité et les résultats de l'adaptation des techniques.

L'articulation des paysans-expérimentateurs avec les MFR depuis 1997 a facilité le processus de diffusion. Les jeunes en formation et leur famille constituent un groupe *a priori* disposé à travailler de nouvelles pratiques, chaque jeune devant développer une expérimentation personnelle au cours des trois ans de sa formation. La formation se compose de blocs de trois semaines (une à l'école, deux dans l'exploitation), autour d'un thème « générateur » (sols, gestion, cacao, environnement, etc.), traité en fonction de la réalité locale. Les travaux scolaires sont complétés par l'analyse de l'exploitation et de la communauté d'origine, avec l'appui du moniteur de la MFR. L'alternance des périodes à l'école et dans la famille permet de maintenir un lien entre formation technique et vie de l'exploitation, de la communauté, et facilite donc la diffusion. De par sa vocation municipale, la MFR peut facilement sélectionner des jeunes appartenant aux diverses « factions » locales.

Le Laet a intégré un nombre croissant de jeunes en formation dans son suivi et a assuré l'enseignement de certains thèmes dans les MFR. Inversement, les petits groupes locaux de familles suivies par le

Laet ont évolué vers des réseaux municipaux organisés autour des MFR. Dans le meilleur des cas, comme à Pacajá, s'instaure une véritable coopération entre l'association, les moniteurs et le Laet, pour l'appui à l'innovation, la formation technique, l'animation locale. Dans le réseau municipal, quelques familles doivent jouer un rôle de référence, au moins pour faciliter la communication. Le fait qu'il soit construit à partir de l'activité des MFR le légitime d'autant plus fortement.

Coopération paysans-techniciens pour la diffusion de techniques

Le réseau de paysans-expérimentateurs est le premier support de la diffusion des techniques : les exploitants qui le composent sont porteurs de l'argumentaire et du langage adéquat pour l'exposer.

La principale modalité de l'appui à la diffusion organisé par le Laet et les MFR prend la forme de jours d'échanges paysans, conduits par les paysans eux-mêmes, les techniciens et moniteurs. D'autres rencontres sont nécessaires, qui relèvent de l'apprentissage de pratiques que très peu connaissent ; elles sont très classiques dans leur conception et nous n'en parlerons donc pas.

L'initiative des jours d'échanges paysans se construit au cours d'évaluations communes entre leaders locaux, MFR, paysans-expérimentateurs, et le Laet. Le choix des quelques exploitations à visiter et des pratiques intéressantes est souvent le fait du Laet et des moniteurs ; les exposés sont systématiquement le fait de paysans. L'attribution de la parole est une décision partagée : les paysans ou les jeunes en formation choisis comme exposants en tirent une nouvelle légitimité, au moins à usage local. Le contenu et ceux qui parleront sont déterminés une dizaine de jours avant l'échange, chez les familles choisies, en présence des organisations paysannes locales.

La famille qui reçoit la visite expose son histoire et les travaux réalisés depuis son installation. La visite des parcelles cible les problèmes à résoudre et les solutions données. L'animation du Laet et des moniteurs vise la distribution de parole entre paysans, à provoquer la comparaison, l'évaluation des alternatives. Les jours d'échanges sont les moments forts de la vie du réseau et des groupes locaux, et servent à réorienter l'activité d'appui à l'innovation : nouveaux exploitants inté-

ressés, nouvelles pratiques à tester et demandes à la recherche, nouveaux jours d'échanges à organiser.

Le jour d'échange peut être intégré à la formation des jeunes, comme visite de terrain, travaux pratiques, etc. Les moniteurs de MFR multiplient ces échanges en s'appuyant sur le réseau de paysans-expérimentateurs. Certains jeunes sont des références locales et organisent de façon autonome, avec l'appui de la MFR et du Laet, la diffusion des techniques dans leur localité.

Par leur vocation d'animation rurale autour des techniques, les MFR peuvent apparaître comme l'entité idéale pour assumer à terme l'ensemble des fonctions de recherche-développement du Laet. Mais en pratique, plusieurs limites apparaissent :

- l'investissement des moniteurs dans les tâches d'animation rurale reste faible : leur rémunération laisse à désirer ; souvent choisis parmi les techniciens locaux, leur culture professionnelle n'intègre pas ce type de tâches. Les Arcafar expliquent d'ailleurs que le problème de formation des moniteurs est la limite la plus grave au bon fonctionnement des MFR, même pour ce qui est de la simple application de la pédagogie de l'alternance. Une coopération est en cours avec les MFR du département français de l'Isère pour renforcer cette formation ; le Neaf-Ufpa, partenaire du Laet, est mobilisé sur la formation des moniteurs aux réalités de l'agriculture familiale. De plus, les associations paysannes responsables de la gestion de la MFR exercent peu leur contrôle sur l'activité des moniteurs ;

- beaucoup de familles sont intéressées en premier lieu par le diplôme que le jeune peut obtenir et monnayer hors de l'agriculture : la MFR répond d'abord au faible accès à la formation des ruraux en front pionnier ;

- les jeunes ont peu de légitimité pour l'animation rurale, à commencer dans leur propre famille, où l'appui du moniteur est souvent nécessaire pour expliquer les nouvelles pratiques et l'expérimentation à mener. On estime à un quart des jeunes formés ceux qui peuvent jouer ce rôle.

On peut considérer que ces limites découlent de la jeunesse du mouvement des MFR (la première MFR amazonienne a été fondée en 1995 à Medicilândia, sur la Transamazonienne ; celles d'Uruará et de Brasil Novo ont moins de deux ans d'existence), et qu'elles ne seront acteurs importants de l'animation rurale autour

de la diffusion des techniques qu'à terme : il faut s'associer à d'autres institutions pour assurer ces fonctions dans l'immédiat.

La politique institutionnelle

À l'interface entre recherche et développement, le Laet met en œuvre d'autres collaborations institutionnelles :

- les organisations paysannes s'approprient les résultats. Le « programme poivre » mené par le Laet depuis 1998 a servi de base à un programme de crédit bancaire cogéré par les syndicats agricoles : les groupes de pépiniéristes du réseau Laet-MFR, ou d'autres qui se sont formés en utilisant leur expérience, ont été homologués par le ministère de l'Agriculture pour fournir les plants. Les jeunes des MFR formés par le Laet à la valorisation des bois ont été mobilisés par les organisations régionales pour réaliser un programme agroforestier ;

- les organismes publics d'assistance technique, régulièrement mobilisés lors des échanges paysans, engagent des actions inspirées des pratiques validées dans le réseau l-MFR et lui font régulièrement appel pour appuyer leurs propres actions ;

- Le l et l'Arcafar conduisent avec l'université des projets communs de formation pédagogique pour les moniteurs, ce qui renforcera l'efficacité des 25 MFR existantes en Amazonie pour l'animation rurale.

Enseignements

Les points forts d'une telle approche découlent d'abord de la primauté et de la rigueur apportée dans la relation avec les familles paysannes, autour de la gestion. Ce n'est pas la viabilité technico-économique générique de la proposition qui est mise en avant, mais le fait qu'elle a effectivement résolu un problème de gestion d'au moins une exploitation ; à chacun ensuite d'en tirer les fruits.

Les MFR constituent un relais appréciable pour la diffusion des techniques. Mais dans les cas où cette diffusion a été large, et fondée sur l'action des paysans eux-mêmes (conduite des poivrières à Altamira à la fin des années 1990, taille des cacaos à Pacajá et São Felix du Xingu), d'autres facteurs sont venus renforcer le processus : la lucrativité conjoncturelle de ces produits a impulsé l'action syndi-

cale, qui a permis l'ouverture de programmes de crédits spécifiques. Les propositions généralisables, ou concernant les aspects organisationnels et de politiques publiques, sont laissées à l'initiative des organisations paysannes, sur la base des résultats acquis dans les réseaux Laet-MFR : il y a une certaine « étanchéité » entre le niveau réseau et le niveau syndical, aucun automatisme en tout cas. Les éventuelles contradictions entre dynamiques syndicales et d'appui à la diffusion de techniques bénéficient de la médiation des MFR.

Enfin, l'expérience acquise par le Laet permet de recommander une suite logique d'actions pour constituer un dispositif similaire :

– l'appui à la gestion d'une première série d'exploitations, articulé avec un diagnostic agroéconomique rapide, permet aux

techniciens d'acquérir leur propre diagnostic ;

– ils doivent alors se spécialiser sur les thèmes techniques prioritaires, mettre en œuvre avec les familles des expérimentations correspondantes, et négocier les partenariats adéquats ;

– Le troisième moment est celui de la mise en œuvre commune avec les organisations paysannes de programmes de formation et diffusion avec d'autres institutions. ■

Références

1. Farrington J. La participation paysanne à la recherche et à la vulgarisation agricoles : leçons de la dernière décennie. In : Lavigne P,

Delville N, Sellamna E, Mathieu M, eds. *Les enquêtes participatives en débat. Ambition, pratiques et enjeux*. Paris : Karthala ; International Centre For Development-oriented Reseach in Agriculture (Icra) ; Groupe de recherche et d'échanges technologiques (Gret), 2000 : 55-64.

2. Bentz B. *Appuyer les innovations paysannes. Dialogue avec les producteurs et expérimentations en milieu paysan*. Paris : Groupe de recherche et d'échanges technologiques (Gret)/Ministère des Affaires étrangères, 2002 ; 88 p.

3. Laboratoire agroécologique de la Transamazonienne (Laet). *Desenvolvimento sustentável da agricultura familiar na Transamazônica*. Altamira : Laet, 2003 ; 299 p.

4. Paraliu N. *Structuration des espaces pionniers et organisation des circuits commerciaux en Amazonie Orientale. Le cas du territoire transamazonien d'Altamira (Pará-Brésil)*. Paris : Doctorat, Paris X-Nanterre, 1998 .